



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 9 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 18/11/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOFRILOIRE**

Zone Industrielle La Coudère  
BP 4  
49220 Le Lion-d'Angers

**Références :** 2025-730\_INSP\_SOFRILOIRE\_LE\_LION\_D'ANGERS\_RAP

**Code AIOT :** 0006302242

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SOFRILOIRE implanté Zone Industrielle Route de Grez Neuville 49220 Le Lion-d'Angers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRILOIRE
- Zone Industrielle Route de Grez Neuville 49220 Le Lion-d'Angers
- Code AIOT : 0006302242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOFRILOIRE appartient au groupe SOFRILOG un des premiers prestataire de logistique en France des surgelés au service de multiples filières.

L'établissement situé au LION D'ANGERS a pour activité principale la congélation et le stockage de produits alimentaires comprenant essentiellement la viande et les fruits. Elle exploite les installations sous couvert de l'arrêté préfectoral D3-2001-n° 138 du 19 février 2001.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.1.a	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.2.b	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.3.b	Demande d'action corrective	3 mois
11	surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 5.9	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications notables	AP de Mise en Demeure du 25/09/2020, article 1	Levée de mise en demeure
2	Analyse méthodique des risques	AP de Mise en Demeure du 25/09/2020, article 2	Levée de mise en demeure
3	Classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2	Sans objet
4	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.1	Sans objet
6	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles Annexe I : 3.7.I.3.a et b	Sans objet
7	Procédures de gestion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.1.b	Sans objet
8	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.3	Sans objet
12	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.2.c	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les actions correctives prises par l'exploitant en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure 198 du 25/09/2020 ont conduit à lever les non-conformités majeures constatées.

Des actions correctives concernant l'exploitation des tours aéroréfrigérantes sont attendues.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications notables

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/09/2020 (N°198), article 1

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SOFRILOIRE, exploitant un entrepôt frigorifique, situé ZI La Coudère au LION D'ANGERS, est mise en demeure de respecter, <u><b>dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté</b></u>, les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 2001 :</p> <p>en déposant un dossier qui porte à la connaissance du préfet les modifications apportées aux installations employant de l'ammoniac avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Ce dossier devra comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nouvelle situation administrative de l'établissement avec le classement actualisé des activités au regard de la nomenclature ICPE en vigueur (rubriques 2921, 4735, etc.)</li> <li>• un plan à jour des installations</li> <li>• une description des modifications apportées aux installations,</li> <li>• la notification de l'arrêt de la TAR n°3 et la justification des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des installations (démantèlement, vidange des canalisations, etc.),</li> <li>• une analyse des risques des modifications apportées aux installations et, si besoin, une actualisation de l'étude des dangers.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 20 décembre 2021, l'exploitant a transmis</p> <p>i) une actualisation de l'étude de danger qui contient une description des installations modifiées avec son schéma de principe et une analyse des risques de l'installation de réfrigération modifiée,</p> <p>ii) une attestation du désarmement de la TAR n°3 effectué le 12 mai 2020 et de la mise en sécurité de celle-ci (vidange totale, isolation totale des fluides (eau énergie, fluides frigorigènes).</p> <p>L'exploitant a transmis suite à l'inspection la situation administrative à jour de l'établissement.</p> <p>Ces éléments répondent à la prescription de la mise en demeure.</p> <p>La visite sur site a permis de constater le désarmement total de la TAR n°3. Celle-ci n'a pas été démantelée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/09/2020 (N°198), article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, tour aéroréfrigérante
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>La société SOFRILOIRE, exploitant un entrepôt frigorifique, situé ZI La Coudère au LION D'ANGERS,</b>est mise en demeure de respecter, <u><b>dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté</b></u>, les dispositions du point 3.7.I.1-a, annexe I, de l'arrêté ministériel du</p>

14 décembre 2013 :

en procédant à la révision de l'analyse méthodique des risques des installations aéroréfrigérantes.

**Constats :**

Par courrier du 20 décembre 2021, l'exploitant a transmis la mise à jour de l'analyse méthodique des risques (version 10 du 29/09/2021).

Celle-ci ne porte plus que sur les 2 TAR en activité. L'arrêt de la TAR n°3 est pris en compte.

Ces éléments répondent à la prescription de la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Classement ICPE**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2013, article L511-2

**Thème(s) :** Situation administrative, dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le tableau de classement récapitulant les installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des ICPE. Il s'agit des rubriques 4735 (installation de réfrigération utilisant de l'ammoniac) à autorisation, 2921 (tour aéroréfrigérante) et 1511 (entrepôt frigorifique) à déclaration.

Les installations réalisant uniquement une opération de congélation sans aucun autre traitement ou transformation, l'établissement n'est plus soumis à la rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) et à la rubrique 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale).

En effet, l'article 2 de l'arrête du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) dispose :

*"Au sens du présent arrêté, on entend par :*

**Activités visées par la rubrique 2220**

...

*- si la seule opération effectuée sur des produits conditionnés est la surgélation et/ou la congélation sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, notamment par découpage et reconditionnement, les installations de surgélation/congélation ne relèvent pas de cette rubrique. Le simple stockage dans un entrepôt frigorifique est également exclu de la rubrique 2220..."*

De même, l'article 2 de l'arrêté du 23/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) dispose :

*Au sens du présent arrêté, on entend par :*

**" Champ des activités visées par la rubrique 2221 " : le seul conditionnement des matières premières, sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, notamment par découpage, est exclu, qu'elles aient été ou non préalablement transformées.**

*Si la seule opération effectuée sur des produits conditionnés est la surgélation et/ou la congélation sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, les installations de surgélation/congélation ne relèvent pas de cette rubrique...."*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Formation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes[...], sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

[...]

**Constats :**

La formation de M. Travaillé (responsable du site) est à renouveler. Ce renouvellement est programmé pour 2026 dans le plan de formation.

Marc Daviau (responsable maintenance) et Pascal Koussouya (technicien maintenance) ont été formés respectivement en 2022 et 2024 (gestion du risque légionelle dans les systèmes frigorifiques).

Christophe Samsom (responsable exploitation) a également été formé en 2024.

Une personne formée est toujours présente sur le site.

N° 5 : Analyse Méthodique des Risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.1.a

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.

Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

[...]

**Constats :**

L'exploitant présente la dernière version de l'AMR (version 12 mise à jour le 30/10/2025).

Celle-ci recense 20 facteurs de risques. Un seul facteur de risques présente un risque résiduel à surveiller, tous les autres un risque résiduel faible. Aucune action corrective n'est à engager.

Le schéma de principe n'est pas à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met à jour le schéma de principe de l'installation.

Ce schéma doit être complet avec tous les cheminements de l'eau et, si possible, l'identification des lieux d'injection des produits de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophilla

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, articles Annexe I : 3.7.I.3.a et b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La fréquence de prélèvements bimestrielle est respectée, pour les 2 tours en fonctionnement. Aucun dépassement n'a été détecté.</p> <p>En 2025, à la date de la visite, les prélèvements ont été effectués le 06/02, 03/04, 04/06, 06/08 et 03/10.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Procédures de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p><b>Constats :</b></p>



L'exploitant dispose de procédures en cas d'un dépassement entre 1000 et 100 000 UFC/L (appelée nettoyage désinfection) et en cas d'un dépassement supérieur à 100 000 UFC/L (appelée arrêt).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Plan de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.

Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant met en œuvre un plan de surveillance.

Celui-ci se compose des items suivants : indicateurs, méthode et fréquence de suivi, responsable du suivi, enregistrement, valeur cible, valeur d'alerte, actions correctives et valeurs d'action.

Les indicateurs sont : consommation eau d'appoint, traitement anti tartre anticorrosion biocide périodique, Th, pH, conductivité, température de l'eau rejetée, paramètres physico-chimiques de l'eau d'appoint, légionelles, eau de rejet).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Stratégie de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.2.b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

[...]

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

#### **Constats :**

La stratégie de traitement est la suivante :

injection via un compteur à impulsion et une pompe doseuse d'un produit de traitement anti-tartre et anti-corrosion ainsi qu'un biodispersant,

injection via une pompe doseuse d'un biocide non-oxydant (Ferrocid 8583),

utilisation d'un biocide non-oxydant (turbanion M106) pour les opérations de nettoyage-désinfection annuelles et en cas de dépassement légionelle.

Les produits de décomposition du biocide non oxydant Ferrocid 8583 susceptibles d'être présents dans les rejets aqueux de l'installation sont l'acide acétique et l'acide méthanoïque. La concentration maximale de ces produits doit être inférieure à 5 mg/L.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu étant limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible, l'exploitant devra justifier ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 10 : Modalités de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. ...
<b>Constats :</b>  Les injections de biocides sont effectuées via la pompe doseuse chaque lundi, mercredi et vendredi à 0h01. Le délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ne peut pas être respecté.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant modifie la stratégie de traitement afin qu'un délai d'au moins quarante-huit heures après injection de biocide avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> soit toujours respecté. L'AMR devra également être modifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 11 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  ... En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.I.2 b de l'annexe I du présent arrêté. ...
<b>Constats :</b>  Les produits de décomposition susceptibles d'être émis par le FERROCID 8583 (acides méthanoïque et acétique, cf point supra) ne sont actuellement pas recherchés lors des campagnes d'analyses des rejets aqueux des tours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition du biocide FERROCID 8583.

Suite à la visite, l'exploitant a demandé au laboratoire qui effectue les prélèvements de rechercher ces produits lors des prochaines campagnes de mesures annuelles (courriel du 20/11/2025).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 12 : Nettoyage annuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I : 3.7.I.2.c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelle

**Prescription contrôlée :**

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

[...]

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le nettoyage annuel est effectué par une entreprise extérieure (PH S). La fréquence annuelle est respectée.

Le dernier nettoyage a été effectué en août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite